

# Au PCF, la fronde contre Pierre Laurent ne se calme pas

14 OCTOBRE 2018 PAR [PAULINE GRAULLE](#)

**En dépit du rejet exprimé par une grande masse de militants la semaine dernière, le secrétaire national du PCF, Pierre Laurent, ne veut pas lâcher son poste. L'enjeu est, pour lui, de trouver un consensus interne dans un parti plus divisé que jamais.**

Comment surmonter la crise ouverte, le week-end dernier, au Parti communiste français (PCF) ? Ce samedi 13 octobre, une ambiance fébrile régnait dans les couloirs de l'Iris, l'Institut de recherche sur les relations internationales, situé dans le XI<sup>e</sup> arrondissement de Paris, le siège du parti, place du Colonel-Fabien, étant occupé par un tournage de film. « *Ambiance sereine* » pour les uns, aussitôt contredits par les autres, qui rapportaient une « *bataille à fleurets mouchetés* ». D'autres, encore, trouvaient l'atmosphère « *électrique* ».

Bref, c'est un conseil national sous haute tension qui a réuni quelque 150 délégués, ce week-end.

Et pour cause : une semaine après le vote historique qui a acté le désaveu de la direction et la victoire, mais sans majorité absolue, du texte alternatif surnommé le *Manifeste* et porté par le patron des députés André Chassaigne – mais aussi par le député du Nord Fabien Roussel ou encore le premier fédéral de Paris, Igor Zamichiei –, le PCF vit une situation aussi délicate qu'inédite. Pour la première fois de son histoire, le parti dirigé depuis presque une décennie par Pierre Laurent doit faire face à une fronde interne : lors du vote du 6 octobre, les communistes ont voté à plus des deux tiers pour ne pas reconduire la direction sortante.

Problème : si les passations de pouvoir entre secrétaires nationaux se déroulaient, jusque-là, comme des adouvements – Georges Marchais désignant Robert Hue, lui-même désignant Marie-George Buffet, elle-même désignant Pierre Laurent –, cette fois, le secrétaire national désavoué n'entend pas lâcher son siège.

Sans doute authentiquement persuadé qu'il est le mieux à même de conserver l'unité du parti en pleine crise, et arguant du fait que le *Manifeste* qui l'a doublé n'a pas de majorité absolue – d'autant qu'en nombre de fédérations, le texte du conseil national a un léger avantage –, Pierre Laurent a officiellement annoncé ce week-end qu'il maintenait sa candidature à sa propre succession.

Une décision qui désespère ceux qui, dans le parti, l'estiment « *cramé* » après deux mandats place du Colonel-Fabien. « *Pierre Laurent, ce n'est plus possible. Il nous faut quelqu'un qui puisse à la fois représenter le parti à l'extérieur et garantir l'unité du parti. Je ne sais pas s'il peut encore remplir ces fonctions* », souligne Adrien Tiberti, militant de la fédération de Paris et membre du conseil national, signataire du *Manifeste*. « *Il faut respecter le vote des militants d'une manière ou d'une autre* », abonde son proche camarade, Igor Zamichiei.

« *On est dans un statu quo insupportable* », ajoute Frédérick Genevée, représentant du texte *Pour un printemps du communisme*, lui aussi très critique de la direction. « *Rien n'est transparent. Il y a des militants qui ont déjà annoncé qu'ils ne voulaient plus participer au congrès. On risque de les perdre dans la nature, c'est très inquiétant* », poursuit-il. « *Certes, 49 fédérations [sur 96 – ndlr] ont voté pour le texte de la direction, mais la politique, ce n'est pas de l'arithmétique, c'est une dynamique !* » ajoute la députée des Hauts-de-Seine, Elsa Faucillon, qui croit déceler une forme de « *déni* » dans l'attitude de Pierre Laurent et de ses proches.

L'intéressé, lui, juge qu'une direction collective – dont, sans doute, il garderait la tête –, avec des représentants du « *ras-le-bol* » qui s'est exprimé lors du vote du 6 octobre, pourrait mettre tout le monde d'accord. Fabien Roussel, pressenti depuis des semaines pour reprendre les rênes du parti, semble, de son côté, ne plus vouloir faire trop de vagues. S'il a déclaré officiellement sa candidature, devant des journalistes, samedi, à l'Iris, il s'est aussi empressé de ne pas se présenter comme un concurrent direct de Pierre Laurent : « *Je ne suis pas un diviseur, et je n'ai pas envie de diriger un parti après un combat de personnes, car il reste toujours des plaies* », confiait-il, samedi soir, à Mediapart.

De là à imaginer que Pierre Laurent demeurerait, à terme, à un poste de secrétaire national « *honoraire* » et que Fabien Roussel deviendrait le numéro 2... L'hypothèse n'est pas à exclure... Quoi qu'il en soit, histoire de montrer qu'elle avait tout de même compris le message, la direction sortante se préparait, à l'issue de ce week-end, à donner des gages à ses contempteurs, notamment aux proches d'André Chassaigne. Et d'abord à leur offrir une plus large place dans l'organisation du congrès : Igor Zamichiei devait être nommé corédacteur du texte final et la très stratégique commission des candidatures être ouverte plus largement à des animateurs hors conseil national.

Comment gérer l'irruption de l'antagonisme dans ce vieux parti légitimiste, habitué au plébiscite de sa direction ? Comment trouver un consensus à partir du dissensus qui s'est exprimé lors du vote sur les textes, le 6 octobre dernier ? Voilà, au fond, les questions que pose la crise qui secoue aujourd'hui un PCF dont les statuts semblent en décalage avec les attentes de démocratie et de changement qui couvent en son sein.

Si des réponses seront apportées au terme du week-end du congrès organisé, dans un mois et demi, à Ivry-sur-Seine, c'est donc une période de turbulences qui s'ouvre. Tout le monde semble d'accord pour sortir par le haut des divisions internes. Mais personne ne sait encore comment résoudre l'équation. Premier objectif : s'entendre autour d'un texte consensuel (la « *base commune* », qui sera le texte du *Manifeste* amendé par les militants). Seconde étape : parvenir à réaliser une liste unique de la nouvelle équipe dirigeante afin d'échapper au fameux « *combat de coqs* » (l'expression est d'un cadre communiste) entre Pierre Laurent et Fabien Roussel.

Les communistes ont beau se targuer haut et fort d'échapper à la logique de « courants » institutionnalisés, qu'ils jugent sclérosants et générateurs de rivalités entre personnes, le fait est que des blocs très divers, voire irréconciliables, sont apparus, crûment, ces dernières semaines, sur l'écologie, l'économie, l'Europe..., la principale pomme de discorde restant la question stratégique.

Bien que minoritaires (moins de 12 %), les communistes emmenés par les députés Elsa Faucillon, Stéphane Peu et Frédérick Genevée, qui ont réuni cette semaine, à La Courneuve, ce qu'il faut bien appeler les membres de leur « courant », n'imaginent pas leur avenir sans La France insoumise. À l'inverse, les tenants du *Manifeste* arrivés en tête le week-end dernier (à 42 %) se sont prononcés sur une ligne très anti-Mélenchon – même s'ils ont quelque difficulté à dire clairement s'ils veulent faire campagne aux côtés de Benoît Hamon aux européennes ou s'ils entendent mener une liste autonome.

Dans ce contexte, Pierre Laurent (qui a rassemblé 37 % des suffrages sur son texte la semaine dernière), bien que profondément discrédité, pourrait, paradoxalement, apparaître comme l'homme de la situation. Comme par un tour de passe-passe, ce qui lui était jusqu'ici reproché pourrait se transformer en atouts : sa longévité à la tête de l'organisation ? Une expérience bienvenue dans la gestion des conflits. Ses atermoiements stratégiques ? Une plasticité bien utile pour parti divisé. Sa grande discrétion ? Un gage de sang-froid, une preuve de sagesse et, surtout, la possibilité, pour une nouvelle génération montante, d'exister à ses côtés...

*« Nous, les communistes, sommes dans une culture de l'addition plutôt que de l'opposition. Mais on ne fera pas de synthèse molle à la Hollande »,* affirmait-il, samedi, en fin d'après-midi, devant une poignée de journalistes, peinant toutefois à expliquer en quoi le « *rassemblement* » appelé de ses vœux différencierait grandement d'un accord à l'amiable entre tendances au sommet de la direction.